

Cinq personnalités choisies en raison de leur compétence :

M. Althabe (Gérard), directeur d'études à l'école des hautes études en sciences sociales (laboratoire d'anthropologie urbaine) ;
M. Auge (Marc), directeur d'études à l'école des hautes études en sciences sociales ;

M. Dumayet (Pierre), réalisateur d'émissions de télévision ;
M. Metral (Jean), maître-assistant à l'université de Lyon-II ;
M. Pialat (Marc), chargé de recherche au C.N.R.S., président de l'association française des anthropologues.

MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Arrêté du 4 octobre 1984 portant création d'une annexe à un centre régional d'éducation physique et sportive

Le ministre délégué à la jeunesse et aux sports,

Vu le décret n° 80-419 du 11 juin 1980 relatif à l'organisation des services extérieurs du ministère de la jeunesse et des sports ;

Vu le décret n° 83-1158 du 22 décembre 1983 portant création du centre régional d'éducation physique et sportive de Saint-Denis-de-la-Réunion ;

Vu le décret du 23 juillet 1984 relatif à la composition du Gouvernement ;

Vu le décret n° 84-735 du 27 juillet 1984 relatif aux attributions du ministre délégué à la jeunesse et aux sports,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Le centre régional de formation à l'animation (C.R.E.F.A.), sis à Saint-Gilles-les-Bains, et la base régionale de natisme et de plein air, sise à Saint-Paul, constituent une annexe du centre régional d'éducation physique et sportive de Saint-Denis-de-la-Réunion.

Art. 2. - Le directeur de l'administration générale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 4 octobre 1984.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,

A. LAURENT

Arrêté du 10 octobre 1984 relatif au premier degré du brevet d'Etat d'animateur d'activités physiques pour tous

Le ministre délégué à la jeunesse et aux sports,

Vu la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives ;

Vu le décret n° 72-490 du 15 juin 1972 portant création d'un brevet d'Etat à trois degrés d'éducation sportive ;

Vu l'arrêté du 8 mai 1974 modifié relatif à la formation commune du brevet d'Etat d'éducateur sportif,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Il est créé le premier degré du brevet d'Etat d'animateur d'activités physiques pour tous. Il sanctionne la qualification exigée pour l'animation des activités physiques pour tous.

Art. 2. - Le titulaire de ce diplôme a une formation qui lui permet d'animer, pour le plus grand nombre, des activités physiques dans une perspective de développement et de maintien des capacités individuelles, en adaptant ces activités aux caractéristiques des différents groupes.

N'ayant pas acquis la qualification spécifique, il ne peut assurer l'encadrement technique d'une discipline sportive et de pleine nature, réglementée par les brevets d'Etat d'éducateur sportif. Il peut apporter son soutien au cadre technique spécialisé encadrant le groupe par sa connaissance des besoins et capacités de celui-ci.

Le titulaire de ce diplôme ne peut exploiter à titre libéral un établissement d'éducation physique ou sportive.

Art. 3. - La formation comprend :

- un stage en situation ;
- des unités de formation ;
- un stage final.

La durée de la formation est de 410 heures à partir de la date de délivrance d'un livret de formation d'une durée de validité de trois ans. Elle peut être prolongée d'une ou deux années par dérogation.

L'âge minimum exigé pour effectuer le stage en situation est dix-huit ans révolus au début du stage.

Art. 4. - L'accès à la préformation est conditionné par la réussite à des épreuves de sélection dont le contenu est défini en annexe (1) au présent arrêté.

Art. 5. - L'entrée en formation s'effectue à l'issue d'un stage de préformation d'une durée de quarante heures et après obtention de la formation commune aux brevets d'Etat d'éducateur sportif du premier degré.

Le livret de formation est alors délivré.

Le stage est réalisé à l'échelon régional dans le cadre des sessions organisées ou agréées par les services du ministère chargé des sports.

Il est sanctionné par un examen organisé par les services extérieurs du ministère chargé des sports.

Art. 6. - Au cours de la période de formation, des unités de formation sont préparées à l'échelon régional, dans le cadre des sessions organisées ou agréées par les services du ministère chargé des sports.

Ces unités sont au nombre de six, dont une relative à la pédagogie des activités physiques pour tous, d'une durée de quatre-vingts heures. Cette unité doit être suivie préalablement au stage en situation et aux autres unités de formation.

Art. 7. - Le stage en situation a une durée minimale de cinquante heures d'animation directe réparties sur au moins vingt-cinq semaines.

Il se déroule dans le cadre d'associations ou d'organismes agréés par le ministère chargé des sports.

Le candidat est suivi par un conseiller pédagogique agréé par les services du ministère chargé des sports.

A l'issue de ce stage en situation, le conseiller pédagogique établit un rapport sur les capacités du candidat pour l'animation des activités physiques pour tous. Le candidat rédige un compte rendu de son stage en faisant apparaître le contenu de celui-ci et les enseignements qu'il en a tirés.

Art. 8. - Le stage final d'une durée de deux semaines est organisé à l'échelon national sous l'autorité du président du jury. L'équipe de formation et le jury comprennent à parité des représentants de l'Etat et des fédérations intéressées par les activités physiques pour tous. A l'issue de ce stage, un examen sanctionne la totalité de la formation.

La réussite à cet examen conditionne la délivrance du brevet d'Etat d'animateur d'activités physiques pour tous.

Art. 9. - L'entrée en stage de préformation, son contenu et l'examen qui le sanctionne ainsi que les différentes parties de la formation sont déterminées en annexe au présent arrêté.

Art. 10. - Les modalités d'agrément des sessions de formation, de désignation des conseillers pédagogiques ainsi que les équivalences seront déterminées par arrêté.

Art. 11. - Le directeur des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 octobre 1984.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,

A. LAURENT

(1) Les annexes au présent arrêté sont publiées au *Bulletin officiel* du ministère de la jeunesse et des sports n° 19 du 7 novembre 1984.

Arrêté du 18 octobre 1984 relatif au stage final du brevet d'Etat d'éducateur sportif du premier degré de l'option Ski alpin

Le ministre délégué à la jeunesse et aux sports,

Vu l'arrêté du 29 octobre 1982 relatif à la création du brevet d'Etat d'éducateur sportif du premier degré de l'option Ski alpin ;

Vu l'avis de la commission de la formation et de l'emploi du Conseil supérieur des sports de montagne,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Les candidats au stage final prévu à l'article 3 de l'arrêté du 29 octobre 1982 susvisé doivent déposer à la direction départementale ou régionale de la jeunesse et des sports qui a délivré le livret de formation un dossier d'inscription comprenant :

Une demande d'admission précisant la date de délivrance du livret de formation et la date du stage souhaité ;

Un extrait du casier judiciaire (bulletin n° 3) datant de moins de trois mois ;

Une fiche d'état civil datant de moins de trois mois ;

Un certificat médical d'aptitude fonctionnelle à la pratique et à l'enseignement du ski datant de moins de trois mois ;

Deux enveloppes affranchies dont l'une, de format 23 x 16 cm, au tarif des lettres de vingt à cinquante grammes.